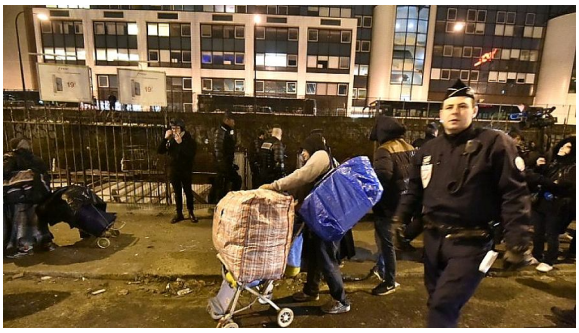
Ofildesjours2016

Note publiée le
5 Février 2016

En France en 2016
Avec un gouvernement dit socialiste

Destruction d'un camp de rooms en région parisienne



En Israël en 2016
Avec un gouvernement extrême droite

Destruction de maisons dans un village de Bédouins dans le désert du Néguev

A Calais Hollande pourchasse et gaze les réfugiés. Hollande emprisonne les syndicalistes qui défendent l'emploi. En Palestine Nétanyaou poursuit, emprisonne et assassine les palestiniens.

Pour Hollande comme pour Nétanyaou la différence est inacceptable, pour ma part je ne vois pas de différence... entre eux!

RELAXE
POUR LES HUIT DE GOODYEAR

Syndicalistes, juristes, universitaires, responsables politiques, créateurs ou artistes, plus de 200 personnalités se sont déjà associées à cet appel.

"Il est du devoir des syndicalistes de se battre pour sauver les emplois et le développement économique et social de nos territoires. Il est du devoir des syndicalistes de rétablir des liens sociaux trop souvent rompus par désespoir social. Il est du devoir des syndicalistes de dénoncer les stratégies des actionnaires, affairistes et liquidateurs, qui ont pour seul objectif de s'enrichir au détriment de tous les autres. Il est du devoir des syndicalistes d'alerter sur les politiques économiques désastreuses menées par les gouvernements successifs. C'est pour avoir accompli leurs devoirs de syndicalistes que les huit de Goodyear viennent d'être condamnés à vingt-quatre mois de prison dont neuf mois ferme ! Après sept ans de lutte face à la multinationale Goodyear marqués de con? its durs avec un patronat violent, usant de manœuvres indignes, l'entreprise a ?nalement fermé ses portes pour s'installer en Russie. Rien n'est dit de la violence des employeurs qui, face à des propositions pour maintenir et développer l'emploi, ne répondent que par le mépris, les licenciements et la répression. C'est une des condamnations pénales les plus lourdes de ces trente dernières années. Cette condamnation s'inscrit dans un mouvement de criminalisation de l'action syndicale, qui s'accentue jour après jour. La répression syndicale est une stratégie qui va bien au-delà des rangs du patronat, puisque le procureur de la République a décidé de poursuivre les militants de Goodyear, alors même que l'entreprise avait abandonné toutes les plaintes. Le gouvernement a décidé d'intimider tous les salariés qui se battent pour leurs droits et leurs emplois. Ce sont les fondements mêmes de notre démocratie qui sont atteints lorsque les libertés syndicales sont attaquées. Les huit militants doivent être relaxés.".

"ETRE PALESTINIEN-NE EN ISRAEL"

Ben White

Ben White est un journaliste dont les travaux ont été publiés dans The Guardian, The New Statesman, Al Jazeera et The Electronic Intifada. Il est l'auteur de "Israeli Apartheid" (Pluto Press, 2009).

Le livre traite d'une question clé ignorée par le "processus de paix" officiel et par les commentateurs les plus influents : celle de la minorité palestinienne à l'intérieur d'Israël.

Malgré sa considérable population palestinienne en pleine croissance, ce pays se définit, non comme un État de ses citoyen-ne-s, mais comme un État juif. White démontre que l'insistance à privilégier constamment un groupe ethnoreligieux sur un autre n'est pas compatible avec les valeurs démocratiques. À moins d'y remédier, cette politique ne peut que saper toute tentative de trouver une paix durable. Ce livre démolit de façon convaincante le mythe d'Israël "seule démocratie" du Moyen-Orient. Comme le montre Ben White, le traitement des Palestinien-ne-s en Israël est la preuve ultime qu'Israël est tout sauf démocratique.

ÊTRE PALESTINIEN-NE EN ISRAEL est la traduction française du livre de Ben White "Palestinians in Israel" publié par Pluto Press en 2011.

Deux villages bédouins menacés de destruction

La Cour suprême israélienne a ordonné la destruction de deux villages bédouins du Néguev, où résident 1500 habitants, pour construire une colonie juive.

Françoise Germain-Robin, L'Humanité, mercredi 27 janvier 2016

« Il faut agir de toute urgence pour sauver Umm al Hiran et Atir », c'est le cri d'alarme lancé samedi au Sénat par le député arabe israélien Basel Ghattaz à l'issue d'une rencontre [1] consacrée à la situation des Palestiniens d'Israël. La situation de ces deux villages du Néguev, menacés depuis des années, s'est aggravée le 17 janvier quand la Cour suprême d'Israël a donné un avis favorable au projet du gouvernement israélien : les détruire et en chasser les 1500 habitants pour faire place à la construction d'une ville juive par une organisation religieuse, qui a de nombreux projets de part et d'autre de la « ligne verte » qui sépare en théorie Israël des territoires occupés.

Pour Gadi Algazi, professeur à l'Université de Tel Aviv et militant pacifiste, ce projet n'est rien d'autre que la poursuite de la colonisation pour Israël et de la Nakba pour les Palestiniens : « c'est une tragédie historique pour les Bédouins déjà chassés deux fois dans les années 1950 », explique-t-il, rappelant que 80% des tribus bédouines qui occupaient le Neguev ou y nomadisaient ont été poussés au départ dans les années qui ont suivi la création d'Israël en 1948.

Ceux qui restent ne parviennent pas à faire reconnaître leurs droits sur ces terres pour lesquelles ils avaient pourtant des titres de propriété ou d'usage reconnus du temps du mandat britannique.

Pour Martine Millet, de l'Association Neguev Coexistence, « les Bédouins sont un corps étranger pour Israël qui les traite comme tels. Son plan est de les regrouper dans des villes déjà surpeuplées et délabrés et de détruire tous les villages. Umm al Hiran et Atir font partie des villages non reconnus et dépourvus de toute infrastructure. L'exemple emblématique est celui d'Al Arabi qui a été détruit quatre-vingt treize fois depuis 1948 et à chaque fois reconstruit par ses habitants ! »

Autre question abordée, la nouvelle stratégie du gouvernement Netanyahu pour tenter de diviser les Palestiniens d'Israël qui, en s'unissant pour les dernières élections législatives, ont obtenu treize sièges de députés à la Knesset. Cela participe, a expliqué l'historienne Martine Sevegrand, « des avantages promis à ceux qui acceptent de servir dans l'armée à la création de catégories spécifiques parmi les chrétiens – qui représentent 7% de la population – en créant par décret une « nationalité araméenne » qui pourrait concerner 20 000 personnes ». Diviser pour régner, la recette n'est pas nouvelle.